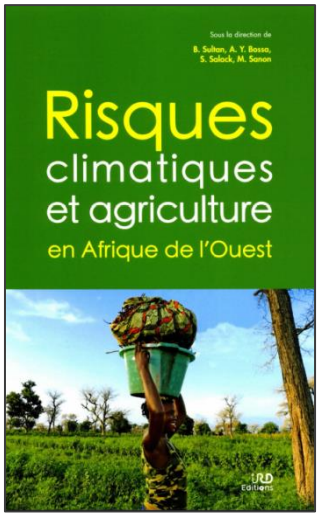
FAR Biblio#7

MOHAMADOU, D. et al. (2020). *L'agriculture de décrue en Afrique de l'Ouest et du centre. Une certaine résilience face à la variabilité climatique et à la régulation des fleuves.* In : *Risques climatiques et agriculture en Afrique de l'Ouest*. SULTAN, B. et al. (ed.). Marseille : IRD Ed., 121-131. (Collection Synthèses).



L'agriculture de **décrue** reste une pratique relativement répandue dans les plaines inondables d'Afrique de l'Ouest, où elle couvre encore quelques centaines de milliers d'hectares. Elle avait fortement régressé lors des grandes sécheresses des années 1970 et 1980. Par la suite, la construction de quelques grands barrages et de périmètres irrigués a encore réduit la crue. Elle est aujourd'hui menacée par des projets de grands barrages régulateurs dans certains bassins comme celui du Niger ou du Sénégal. Elle est au contraire en pleine expansion dans le bassin du lac Tchad, à la suite du retour des pluies et grâce à des aménagements permettant le retour des inondations en bordure du Logone. Mais l'impact du projet de transfert d'eau du bassin du Congo risque de modifier le fonctionnement des inondations.

Dans beaucoup de plaines inondables et bas-fonds d'Afrique de l'Ouest, la tendance est au remplacement progressif de l'agriculture de décrue par la **petite irrigation d'initiative privée**. L'augmentation rapide de la demande alimentaire urbaine pour les fruits et légumes entraîne avec elle celle du maraîchage. Les maraîchers pratiquent la petite irrigation à partir de puisards ou de canaux artisanaux qui sont surcreusés au fur et à mesure que les plans d'eau reculent. C'est en quelque sorte une agriculture de décrue irriguée. L'arrivée prochaine sur le marché de petites pompes solaires pourrait accélérer ce mouvement. Dans ces zones de décrue, les producteurs appliquent de plus en plus d'engrais organiques et minéraux et emploient occasionnellement des pesticides, ce qui permet d'envisager une certaine intensification de la production agricole. Comme pour les zones de décrue, l'encadrement public est quasiment absent. Ce sont pourtant ces zones à fort potentiel agroécologique qui ont le plus besoin d'**appui technique** et sanitaire pour assurer une transition efficace et durable.

Le document interroge la pertinence d'une agriculture « irriguée moderne » dans des contextes où l'agriculture de décrue est un moyen historique de lutter contre les risques climatiques tout en assurant une haute productivité du travail : « elle a l'avantage de fournir une production appréciable en saison sèche, et nécessite très peu d'intrants et un travail limité ».

***Texte en français (en libre accès)** : https://agritrop.cirad.fr/595185/*

DJOHY, G.L. et SOUNON BOUKO, B. (2021). *Vulnerability and adaptive dynamics of agropastoralists to climate change in the commune of Tchaourou in Benin*. Rev. Elev. Med. Vet. Pays Trop., 74 (1): 000-010.

L'**élevage bovin** est la principale activité économique des communautés peules du Nord Centre Bénin. Cette activité dans la commune de Tchaourou, au climat sud-soudanien à une saison pluvieuse et une saison sèche, est très vulnérable aux effets désastreux des mutations climatiques. Les éleveurs sont davantage menacés par le **dérèglement climatique**, en l'occurrence le déficit pluviométrique, la fin précoce de la saison des pluies, la hausse des températures et les vents violents. Pour eux, les phénomènes de hausse des températures s'observent pendant les périodes sèches. Quant aux vents violents, ils estiment qu'ils s'observent toute l'année mais sont plus fréquents pendant la saison des pluies. Ces modifications climatiques rendent l'activité agropastorale très vulnérable. Elles entraînent la raréfaction des ressources pastorales et la dégradation de l'état sanitaire des animaux. Face à la dynamique environnementale et climatique, les éleveurs ont recours à diverses sources d'eau souterraines ou de surface pour abreuver des animaux. L'alimentation des animaux est rendue possible grâce à la combinaison des résidus de récolte, des ligneux fourragers et de la végétation des bas-fonds. L'association des traitements vétérinaires et ethnovétérinaires permet aux éleveurs de mieux lutter contre les pathologies et les épidémies animales.

***Texte en français (en libre accès)** : https://revues.cirad.fr/index.php/REMVT/article/download/36319/35364*

SRAÏRI, M.T. (2021). *Repenser le modèle de développement agricole du Maroc pour l'ère post Covid-19*. Cah. Agric. 30: 17.

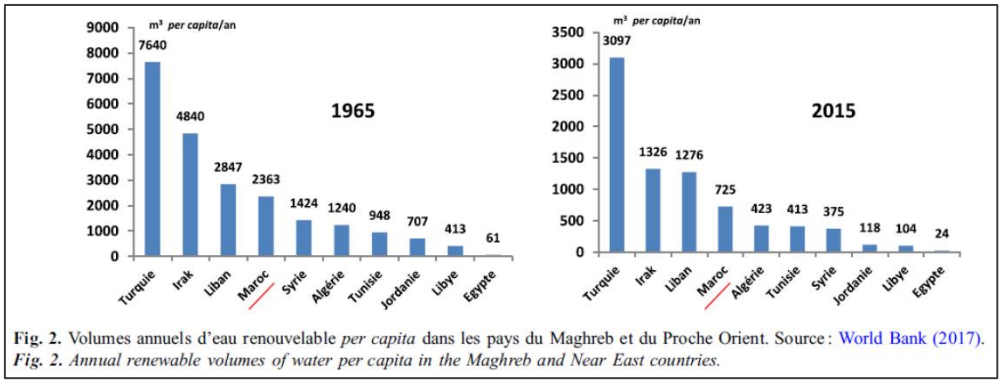


Fig. 2. Volumes annuels d'eau renouvelable *per capita* dans les pays du Maghreb et du Proche Orient. Source : World Bank (2017).
Fig. 2. Annual renewable volumes of water per capita in the Maghreb and Near East countries.

Le secteur agricole constitue une activité importante au Maroc, représentant 14% du produit national brut et employant 40% de la population active. Avec l'émergence de la pandémie de la Covid-19, il a été ébranlé par des incertitudes économiques et par la distanciation physique qui a accentué les contraintes du travail. Toutefois, l'agriculture s'est imposée comme une **activité cruciale**, puisqu'elle a continué à assurer l'approvisionnement alimentaire à des prix abordables. La pandémie, qui s'est déclarée en une année très sèche, a offert une opportunité pour réviser les principales contraintes auxquelles fait face le secteur agricole : **manque d'eau** et **faible rémunération du travail**. Elle a aussi attiré l'attention de l'opinion publique sur les quantités importantes de denrées vivrières importées. La balance des paiements des produits alimentaires demeure négative, malgré des exportations de produits agricoles mises en relief par le discours officiel. En outre, des études récentes ont montré que ces dernières dépendent avant tout d'usages accrus et souvent déraisonnables d'eau souterraine, malgré les subventions à la conversion des systèmes d'irrigation gravitaire vers le goutte-à-goutte. Des suivis d'exploitations ont démontré que ces subventions ont généré une expansion de la surface irriguée avec des cultures à besoins hydriques élevés. Cette situation doit être considérée comme l'opposé de l'objectif recherché : une amélioration de la valorisation de l'eau. Il faut donc reconnaître que l'agriculture de l'ère post Covid-19 devra être différente. Un changement de paradigme doit s'opérer où la valorisation de l'**eau pluviale** figurera dans les priorités, de concert avec la souveraineté alimentaire. Il doit englober différentes dimensions, comme la préservation de l'environnement, le développement du monde rural et de systèmes alimentaires durables, mais aussi garantir l'inclusion sociale et de meilleures rémunérations du travail agricole, afin d'assurer son attractivité et réduire l'exode rural.

Texte en français (en libre accès) *:*
https://www.cahiersagricultures.fr/fr/articles/cagri/full_html/2021/01/cagri200218/cagri200218.html

LAMINE, C. et al. (2015). *Pour une approche systémique et pragmatique de la transition écologique des systèmes agri-alimentaires.* Cahiers de recherche sociologique, n° 58 : 95–117.

En partant de la confrontation de trois grands cadres théoriques permettant de traiter des processus de **transformation des systèmes agri-alimentaires**, les théories des transitions socio-techniques, celles de la sociologie pragmatique, et celles des *food regimes*, cet article formule une proposition qui emprunte à ces différents cadres pour construire une approche systémique, historicisée et ancrée dans la sociologie pragmatique de ces processus. Approche systémique et historicisée, car il s'agit de saisir comment la modification dans le temps des interdépendances entre certains maillons et acteurs des systèmes agri-alimentaires conduisent à ces processus de transition. Ancrée dans la sociologie pragmatique, car les auteurs s'intéressent aux controverses opposant divers acteurs revendiquant une **transition** écologique, ainsi qu'aux processus de changement de pratiques qu'ils mettent éventuellement en œuvre. En vue de montrer l'intérêt d'une telle proposition, les auteurs appliquent ensuite cette proposition à trois cas d'étude : d'une part, l'analyse du processus d'institutionnalisation de l'agroécologie au Brésil et en France, et d'autre part, celle de la transition agroécologique à l'échelle d'un système agri-alimentaire territorial.

Nous aurons l'occasion de revenir prochainement sur les difficultés actuelles de traduction en « formation » de ces enjeux agroécologiques et alimentaires.

Texte en français (en libre accès) *:* https://www.erudit.org/fr/revues/crs/2015-n58-crs02474/1036208ar/